

Promouvoir le dialogue interculturel dans l'espace européen de l'enseignement supérieur



CONFÉRENCE SUR « L'UNIVERSITÉ, VECTEUR DU DIALOGUE INTERCULTURAL DANS LA SOCIÉTÉ »

2 et 3 juin 2009

Université Russe de l'Amitié des Peuples (URAP)
Moscou

Présentations et données biographiques sur les intervenants

Bakhytjan J. Abdraïmov

Présentation

Université nationale eurasienne : éducation, culture et intégration.

L'un des piliers de la stabilité sociale, économique et politique du Kazakhstan est le maintien d'une paix durable entre les diverses nationalités qui y sont représentées. Le Kazakhstan est l'un des Etats postsoviétiques qui ont su éviter les antagonismes ethniques et religieux.

L'université nationale eurasienne L.N. Goumiliov accueille des étudiants de multiples nationalités. Aucune formation politique n'exploite l'identité nationale, ce qui est une chance pour la population du pays, et en particulier pour ses étudiants. Pour autant, la volonté de toutes les communautés présentes en République du Kazakhstan de préserver leur identité nationale est toujours respectée. La diversité ethnoculturelle a trouvé une expression à l'université dans les travaux de la Petite Assemblée du peuple du Kazakhstan, qui montrent que le pays possède un vaste potentiel de développement s'il sait faire preuve d'ouverture et de prudence dans la résolution des problèmes.

Les rencontres entre les étudiants et les représentants des centres culturels des différentes nationalités d'Astana, où sont examinées les questions de l'interdépendance et de la complémentarité des diverses cultures nationales du pays, offrent un exemple concret de compréhension, de tolérance et de respect mutuels.

De nombreuses réunions, tables rondes et conférences organisées à l'université nationale eurasienne ont pour objet l'établissement de relations interculturelles entre des universités du continent eurasiatique. Les étudiants de cette université peuvent assister à des rencontres avec des personnalités et des artistes du monde entier et à des conférences d'éminents spécialistes européens et asiatiques.

Pays aux multiples appartenances religieuses et ethniques, le Kazakhstan se doit d'accorder la plus grande attention, dans ses universités, à l'établissement d'une culture de dialogue et de compréhension. Les orientations actuelles de l'université nationale eurasienne L.N. Goumiliov visent au renforcement de l'entente et de la tolérance interethniques, du respect pour la culture et les traditions des diverses ethnies et de l'élimination des conflits interethniques dans l'environnement des étudiants.

Données biographiques

Docteur en droit, professeur, président de l'université nationale eurasienne L.N. Goumiliov. Né le 13 mai 1965 à Karatau, région de Jambyl (République du Kazakhstan). Bakhytjan J. Abdraïmov est diplômé en droit de l'université d'Etat S.M. Kirov (1990), ainsi que de l'université Turan dans le domaine de la finance et du crédit (1997). Il obtient une maîtrise à l'université d'Etat S.M. Kirov (1992) et un doctorat à l'Institut de droit et d'administration de l'Académie des sciences de Russie (2001). Activités de recherche : maîtrise : « Litiges fonciers : procédure pour leur règlement en République du Kazakhstan ». Thèse de doctorat : « Problèmes de l'amélioration de la procédure juridique pour l'exécution du droit foncier ». Conformément à la « loi sur l'éducation », B. Abdraïmov a été nommé président de l'université nationale eurasienne L.N. Goumiliov, par décret du Président de la République du Kazakhstan du 21 avril 2008.

René Chamussy

Présentation

L'Université Saint-Joseph de Beyrouth est insérée dans un contexte très particulier, celui qui s'impose à toute la société libanaise, une société qui fonctionne sous le signe du confessionnalisme, un confessionnalisme à travers lequel se fait jour tant, par delà un substrat culturel reconnu, des différences de vécu culturel très notables, que des allégeances très différenciées à l'extérieur du pays. Il va de soi qu'une telle situation se ressent à l'intérieur même de l'Université. La direction s'est donc efforcée de faire vivre ensemble pacifiquement les étudiants de tous bords. Elle s'efforce aussi de témoigner de ce dialogue multiculturel essentiel à l'extérieur de ses campus.

Pour se faire, elle tente d'abord de soutenir les institutions qu'elle a mises en place dans cette perspective : Chaire Louis D Institut de France d'anthropologie interculturelle, Chaire Unesco d'études comparées des religions de la médiation et du dialogue, Institut d'études islamo-chrétiennes, Centre de documentation et de recherche pour l'arabe chrétien... Elle s'efforce par ailleurs de renforcer ses liens avec l'extérieur : partenariats avec l'Europe, ouverture sur la Chine ou le Japon, enracinement dans le monde arabe et sa diversité. Elle s'implique enfin dans des projets d'envergure nationale et invite les différents acteurs de la communauté universitaire et s'engage bénévolement dans une série de projets bourgeonnant dans les régions les plus pauvres et où se retrouvent plusieurs communautés du territoire libanais. C'est ce que l'on appelle l'Opération 7^{ème} jour.

Données biographiques

Pr. René CHAMUSSY, s.j., de nationalité française est né à Lyon en 1936. Il vit au Liban d'une manière continue depuis 1969. Docteur en sociologie, il est Recteur de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth depuis août 2003, après avoir été Doyen de la Faculté des lettres et des sciences humaines de 1995 à 2000 et Vice-Recteur aux Ressources humaines de 2000 à 2003. Auteur de nombreux articles publiés dans les revues *Travaux et Jours* (Beyrouth), *Études* (Paris), *Civilita Cattolica* (Rome), *The Month* (Londres), le Professeur CHAMUSSY a obtenu le Prix de l'Association France-Liban 1982 pour son livre *Chronique d'une guerre : Le Liban, 1975-1977*. Il est détenteur de l'Ordre National du Mérite (2001) et de la Légion d'Honneur (2007).

Radu Damian

Données biographiques

Né le 30 novembre 1942, à Bucarest, en Roumanie.

EDUCATION : diplôme d'ingénieur à l'université technique de génie civil de Bucarest ; maîtrise de sciences à l'université de l'Iowa, Iowa City, Etats-Unis ; doctorat à l'université technique de génie civil de Bucarest, 1980.

SPÉCIALISATION ET RECHERCHE À L'ÉTRANGER :

Ecole des Mines de Paris, 1994 ; Franzius - Institut für Wasserbau und Küsteningenieurwesen, université de Hanovre, Allemagne, bourse d'études du DAAD, 1995.

ENSEIGNEMENT :

Professeur d'université, université technique de génie civil de Bucarest (UTCB), chaire d'hydraulique et de protection de l'environnement.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE : Directeur et chercheur pour plus de 50 contrats de recherche en ingénierie hydraulique, 6 monographies, traités publiés par des maisons d'édition ; 50 articles pour des revues spécialisées ; 20 contributions publiées dans les actes de conférences nationales et internationales ;

CONSEILLER DES DOCTORANTS EN HYDRAULIQUE ET MÉCANIQUE DES FLUIDES

FONCTIONS EXERCÉES :

1990 – 2000 : vice-président en charge des étudiants et des problèmes sociaux ; 2000 – 2008 : doyen de la faculté d'Ingénierie de la construction, université technique de génie civil de Bucarest ;

1995 – 2003 : vice-président, 2003 – 2009 : président du Conseil national pour le financement de l'enseignement supérieur en Roumanie (CNFIS) ;

2001 – 2005 : secrétaire d'Etat à l'Enseignement supérieur et à l'Intégration européenne, auprès du ministère de l'Education et de la Recherche ;

Depuis 2005 : directeur du Département pour l'évaluation de la qualité, ARACIS (Agence roumaine de l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur) ;

2001 – 2005 : membre du Bureau du Comité directeur de l'enseignement supérieur et de la recherche (CDESR), Conseil de l'Europe ; 2005 – 2007 : vice-président du CDESR ; 2007 – 2009, depuis 2007 : président du CDESR.

Germain Dondelinger

Données biographiques

Germain Dondelinger (LU) exerce les fonctions de « premier conseiller de gouvernement » au Luxembourg et, à ce titre, de coordinateur de l'enseignement supérieur au ministère luxembourgeois de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Il est aussi membre du Groupe de suivi de Bologne depuis sa création en 2001 et il en est actuellement le vice-président. En 2005, pendant la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, il a participé activement aux négociations sur la Déclaration de Bergen. Il a simultanément joué un rôle fondamental dans la création et la mise en place de l'université du Luxembourg et participé à l'élaboration de Campus Europae. Il est membre du Bureau du Comité directeur de l'enseignement supérieur et de la recherche (CDESR) du Conseil de l'Europe et fait partie du conseil d'administration d'un certain nombre d'instituts de recherche. Germain Dondelinger préside le conseil d'administration du « Fonds Belval », une société de développement qui, sur une friche industrielle luxembourgeoise, s'occupe d'infrastructures de recherche et universitaires ainsi que du patrimoine industriel. Tout au long des années 90, Germain Dondelinger s'est fortement impliqué dans les affaires éducatives européennes au niveau du Conseil.

Le dialogue interculturel et sa promotion par les autorités universitaires

L'intervention commence par quelques observations de base.

i) Quels sont les buts de l'enseignement supérieur, quelle est son utilité dans la société moderne ? La production de connaissances nouvelles est l'une des vocations majeures des universités : non seulement les connaissances qui pourraient être utiles, mais aussi celles qui, à première vue du moins, ne peuvent avoir aucune application concrète. Les universités fournissent à la société une main-d'œuvre qualifiée. C'est l'une des raisons pour lesquelles le contribuable participe à leur financement. Telles sont les missions assignées traditionnellement aux établissements d'enseignement supérieur. Une troisième mission est souvent mentionnée, celle des services rendus à la société d'une manière plus générale. Les universités sont encore – quoique moins souvent – créditées d'une autre mission, celle d'encourager certaines attitudes et certains « comportements » parmi leurs étudiants. La législation sur l'enseignement supérieur reflète cette dernière mission. Il est plus rare qu'elle apparaisse dans l'énoncé des missions des universités.

ii) Quelle place l'enseignement supérieur occupe-t-il dans la société moderne ? L'Université n'est plus aujourd'hui une « tour d'ivoire », et ceux qui le déplorent sont bien peu nombreux. Bien au contraire, l'enseignement supérieur est aujourd'hui plus ou moins au centre de la vie intellectuelle, économique et culturelle d'un pays. On attend beaucoup de l'enseignement supérieur, parfois même davantage que ce qu'il peut offrir.

Comment, dans ces conditions, les universités et plus précisément les autorités universitaires peuvent-elles promouvoir le dialogue interculturel ? Elles peuvent intervenir dans deux grands domaines, que l'on pourrait appeler le domaine matériel ou « hardware » et le domaine logiciel ou « software ».

Le domaine « hardware » relève la nécessité de conserver son université en bon état du point de vue de la pratique du dialogue interculturel. Ce thème a été examiné lors du séminaire de mars 2008 sur le dialogue interculturel sur le campus universitaire. Globalement, ces deux séminaires doivent être considérés comme deux volets d'un même événement. Quels projets de recherche sur les mécanismes interculturels avons-nous menés dans notre université ? Quelle est notre politique de ressources humaines concernant le recrutement de personnels d'autres pays ? Comment pouvons-nous recruter des étudiants issus de familles immigrées, de première, deuxième ou troisième génération ? Quels programmes d'études ont un lien – direct ou indirect – avec le dialogue interculturel ?

Je m'emploierai, dans cette intervention, à souligner l'importance de ce que les autorités universitaires peuvent faire et font effectivement dans ce domaine du « hardware ». Toutefois, ce qui est plus important encore, c'est ce que les autorités universitaires peuvent réaliser concernant les aspects software de l'enseignement supérieur, c'est-à-dire les comportements que les étudiants peuvent acquérir durant leur cursus universitaire, en l'occurrence en matière de dialogue interculturel. Selon moi, les étudiants conservent ces comportements à leur départ de l'université, dans leur vie citoyenne et professionnelle. Dans cette dernière, leur situation leur permettra souvent d'exercer à leur tour une influence sur de nombreuses autres personnes. Les autorités universitaires ont pour tâche essentielle, en liaison avec la société dans son ensemble, de veiller à ce que cette influence indirecte s'exerce réellement.

Quels comportements, en termes généraux, les étudiants rencontrent-ils dans nos universités ? Le dialogue interculturel est étroitement associé à des notions telles que le respect des individus, l'égalité de traitement pour tous, les rencontres interculturelles et la lutte contre les préjugés. Pour de nombreuses raisons, nous pouvons considérer l'Université moderne, d'un point de vue intellectuel, comme l'héritière des Lumières. Elle est un lieu où l'argumentation rationnelle joue un

rôle décisif, indépendamment du pouvoir économique ou politique. Tous les membres de la communauté universitaire – personnel et étudiants – sont sur un pied d'égalité. A l'amphi comme au laboratoire, celui que l'on respecte le plus est celui qui avance les meilleurs arguments, basés d'une manière ou d'une autre sur des considérations rationnelles, et qui fait preuve de respect pour ses contradicteurs. Sur le long terme, le savoir et les arguments l'emportent toujours sur les préjugés et la réticence à élargir le champ de ses connaissances. C'est de cette manière, en insufflant certains comportements aux nouvelles générations, que les universités ont le plus de chances de faire naître une culture de la compréhension interculturelle.

Dans certains pays, les autorités universitaires ont un accès direct aux forums nationaux où se forge l'opinion publique. Le degré d'influence sur l'opinion est cependant variable. On écouterait plus volontiers un président d'université qui s'exprime, ou qui est interrogé, au sujet d'une activité spécifique de son établissement. Il existe rarement un espace « moral » général depuis lequel il puisse s'exprimer. Dans tous les cas, tout dépend de la manière dont les universités sont perçues dans l'opinion publique d'un pays donné, ce qui nous conduit à un autre grand domaine de la politique générale des universités.

Données biographiques

J'ai travaillé principalement dans le domaine de l'administration de l'enseignement supérieur : l'Agence centrale suédoise pour l'enseignement supérieur, le ministère de l'Education, le Karolinska Institutet en tant que secrétaire général / Kanzler / directeur (université de médecine de Stockholm récompensée par le prix Nobel), et l'Association de l'enseignement supérieur suédois en tant que secrétaire général (Conférence des présidents d'université).

J'ai aussi travaillé dans le domaine de l'enseignement supérieur nordique, avec des administrateurs, des présidents d'université et en tant que membre des équipes d'assistance. Sur le plan international, j'ai collaboré avec le Conseil de l'Europe, l'OCDE/IMHE et, dernièrement, avec l'EUA. J'ai participé aux phases Tendances IV et Tendances V, en menant plusieurs visites de terrain. Je participe actuellement aux Tendances 2010 et au Projet Diversité.

Je suis aujourd'hui retraité, et j'exerce des responsabilités au sein de conseils d'administration (je suis par exemple président de celui du Collège universitaire de danse de Stockholm) et de commissions d'universités ou de collèges universitaires de Suède (comparaison des performances, évaluations et autres contributions au processus de restructuration de l'enseignement supérieur).

Je suis titulaire d'un doctorat en histoire de l'université d'Uppsala. Je suis marié, j'ai des enfants et j'ai le privilège d'être sept fois grand-père.

Présentation

Comment les autorités universitaires peuvent-elles promouvoir le dialogue interculturel dans l'ensemble de la société ? Toute réflexion sur ces questions dans la Russie d'aujourd'hui doit être une réflexion politique. Ce pays est encore dans une situation où des décisions capitales et stratégiques sont nécessaires dans tous les grands domaines de la société. Cela implique une capacité (1) à comprendre clairement l'héritage de la période précédente de la « transition postsoviétique », (2) à identifier correctement les processus sociaux et culturels de base qui déterminent l'avenir prévisible, (3) à prendre en compte l'extrême diversité des environnements socioculturels dans lesquels les établissements d'enseignement supérieur fonctionnent.

Dans mon intervention, j'exprimerai ma position concernant le thème du séminaire, telle qu'elle peut être conceptualisée à partir des expériences et des fonctions sociales que le centre universitaire régional doit remplir dans le contexte spécifique du Nord Caucase.

Toutes les réformes passées montrent que la culture remplit dans la société des fonctions de base plutôt que superstructurelles. Ce sont en réalité les valeurs et les normes dominantes dans la culture d'une société qui déterminent les comportements individuels et les pratiques sociales.

L'espace culturel russe tend manifestement vers la fragmentation et la désintégration. La société dans son ensemble et en particulier les jeunes générations sont influencées, d'une part, par la culture de masse, d'où sont absents les contenus et les symboles « nationaux », et d'autre part par les formes culturelles « autochtones » traditionnelles, qui connaissent aujourd'hui un renouveau.

Ces dernières se caractérisent par l'exception ethnique et religieuse.

Le Nord Caucase, comme chacun sait, est une région multiethnique et multiconfessionnelle, où coexistent des institutions sociales traditionnelles et modernes. Les relations interethniques, depuis quelques années, sont marquées par des tensions et des conflits.

Par ailleurs, une comparaison avec les indicateurs économiques de la Russie montre que la région se caractérise par un « retard » structurel, qui limitera fortement, et pour longtemps, sa capacité à résoudre ses principaux problèmes sociaux et économiques sans assistance extérieure. Ainsi s'expliquent certains facteurs de déstabilisation et phénomènes sociaux négatifs, tels que la marginalisation et la criminalisation de certains groupes sociaux et l'influence croissante de l'intégrisme religieux et du nationalisme sur les jeunes. Ces phénomènes, il faut le souligner, ne se produisent pas dans une société patriarcale statique, mais dans une société moderne qui s'est débarrassée de l'isolement rural. Il est donc impossible de localiser simplement ces phénomènes en les isolant du reste de la population.

Les processus culturels actuels ont donc une certaine ambivalence : ils peuvent être un facteur dynamique renforçant le dialogue interculturel ou faire naître la xénophobie et l'intolérance entre les nationalités et les religions. Toutefois, cela ne doit pas nous amener à nous demander ce que nous devons faire de la diversification ethnique de la région, mais plutôt à nous demander comment nous pouvons créer une culture féconde de dialogue et de polylogue culturel qui nous aidera à éviter les conflits ethniques.

Dans une telle situation, le système éducatif demeure, en réalité, la seule institution sociale à avoir un effet durable et *universel* sur la jeunesse. Ce système doit s'efforcer de créer les conditions générales qui permettront aux nouvelles générations d'intégrer les normes et les valeurs de la société et, dans le même temps, d'être prêtes pour des innovations positives.

Par conséquent, le système éducatif régional doit être conçu de manière à permettre à la jeunesse de participer effectivement à la vie de la société et à chaque jeune d'avoir accès à tout l'éventail des possibilités offertes par la société pour son épanouissement.

La stratégie, pour répondre à ces objectifs, devra reposer sur l'établissement du mécanisme de développement durable du système éducatif régional. Les universités de type classique situées dans la région peuvent servir de base au système régional de la formation permanente.

Pour ces raisons, il revient à l'université de jouer un rôle spécifique dans la résolution des problèmes liés à la modernisation socioculturelle de la région, au moyen d'une synthèse des valeurs de la modernité et des diverses traditions culturelles des populations autochtones de la région. Une université devrait être un modèle de communauté moderne, c'est-à-dire effective, multiculturelle, démocratique et unie.

Un aspect important de l'activité de l'université est donc l'« éducation » du grand public aux droits de l'homme, à la démocratie, à la paix et à la tolérance.

Mais le système éducatif ne peut, à lui seul, parvenir à ce résultat. ***Une politique déterminée et durable de modernisation régionale, accordant un rôle clé au système éducatif, est nécessaire.***

Données biographiques

Né le 10 novembre 1947 en République kabardino-balkare, Russie.

Enseignement supérieur en physique à l'université d'Etat kabardino-balkare (Naltchik, Russie), 1964-1969.

Doctorant en sciences, en physique en 1975, docteur es sciences en 1990, professeur à l'université d'Etat kabardino-balkare.

Président de l'université d'Etat kabardino-balkare depuis 1994, titulaire de la chaire de l'Unesco en éducation pour une culture de la paix et des droits de l'homme, depuis 1999.

Activités de recherche dans les domaines de la physique et des problèmes de développement du système de l'enseignement supérieur, en particulier pour ce qui concerne le rôle de l'université en tant que centre régional d'activités scientifiques, éducatives et culturelles.

Alain Mouchoux

Présentation

Notre continent est riche de sa diversité culturelle, linguistique, de son Histoire et de ses capacités d'innovation et de créativité.

Il faut " vivre ensemble" mieux et durablement, face aux défis multiples de la mondialisation, contre les discriminations et les intégrismes.

Le Dialogue Interculturel est un engagement commun :il se construit, s'apprend dès le plus jeune âge et tout au long de la vie.

Le Dialogue Interculturel nécessite des compétences clés qu'il faut acquérir de façon cohérente et continue au cours de la scolarité obligatoire et à l'Université. Il est de la responsabilité publique de l'Enseignement Supérieur de remplir - en ce domaine également - son rôle de sensibilisation, de formation,de recherche de diffusion et de réflexion...

Données biographiques

Alain Mouchoux : ancien Président de la Commission Education Culture de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe (2001/2008). Vice président de la Conférence des OING.

Lars Lyng Nielsen

Données biographiques

Né en 1948, à Copenhague, au Danemark

Maîtrise en psychologie (doct. psych.), université de Copenhague.

Fonctions précédentes :

- Maître de conférence dans des instituts de formation des enseignants, des personnels infirmiers et des kinésithérapeutes.
- Expert-consultant auprès du ministère danois de l'Education.
- Chef des Bureaux du Conseil danois des réfugiés et du HCR.
- Depuis 1995, président de l'institut national Funen pour l'éducation sociale.

En 2002, élu en tant que représentant national du Danemark au conseil exécutif de l'EURASHE.

En mai 2004, élu vice-président, réélu en avril 2006.

En octobre 2006, approuvé par le conseil exécutif en tant que président par intérim de l'EURASHE.

En avril 2007, élu président de l'EURASHE.

Olav Øye

Présentation

Le dialogue interculturel du point de vue des étudiants

Le développement du dialogue interculturel est l'une des principales raisons pour lesquelles les étudiants devraient être autorisés à étudier à l'étranger. C'est aussi une des raisons pour lesquelles les institutions publiques et privées devraient soutenir les activités internationales des organisations étudiantes.

La contribution de l'ESU à cette conférence présentera tout d'abord une réflexion sur les résultats du séminaire du Conseil de l'Europe sur le dialogue interculturel sur le campus universitaire. Nous commenterons également les recommandations du forum du Conseil de l'Europe « Convergence des compétences : diversité, enseignement supérieur et démocratie durable » et, proposerons, sur cette base, divers exemples de perspectives dans lesquelles les étudiants peuvent promouvoir le dialogue interculturel dans l'ensemble de la société.

L'intervention s'articulera autour de deux grands axes : les étudiants en tant que citoyens actifs et les contributions des organisations étudiantes au dialogue interculturel.

Sans perdre de vue qu'il est de moins en moins pertinent, en termes d'âge, de parler d'« étudiant moyen », nous pouvons considérer l'enseignement supérieur comme un lieu où, pour la première fois, les jeunes rencontrent d'autres personnes ayant un bagage culturel très différent du leur. Les étudiants emportent leurs opinions avec eux lorsqu'ils rentrent chez eux et ils les commentent avec leurs familles, leurs amis et toutes les personnes rencontrées durant leurs études et dans leur vie sociale.

Lorsque des étudiants ont la chance d'étudier à l'étranger pendant un semestre ou pour toute la préparation d'un diplôme, les établissements d'enseignement supérieur doivent veiller à ce que leurs contacts ne se limitent pas aux autres étudiants étrangers (ou aux étudiants de leur propre pays). Le rôle des étudiants internationaux sur les campus est lié à la contribution de la mobilité des étudiants au dialogue interculturel dans l'ensemble de la société. Toutefois, on observe souvent que les étudiants internationaux sont loin d'être pleinement intégrés, même dans la vie étudiante du campus.

Le dialogue interculturel ne dépend pas uniquement des étudiants en tant qu'individus. Les organisations étudiantes se réunissent régulièrement par-delà les frontières nationales et les régions.

L'ESU s'efforce de tisser des liens entre les étudiants et les organisations étudiantes d'Europe et organise chaque année au moins quatre manifestations majeures qui permettent aux étudiants de toute l'Europe de se rencontrer et de comparer la situation de leurs pays respectifs et de l'Europe dans son ensemble. En janvier 2009, l'organisation a aussi réuni des étudiants du monde entier pour un débat sur les problèmes présents et futurs des étudiants.

De quelque perspective (celles qui précèdent ou d'autres) que nous considérons les étudiants et le dialogue interculturel, nous devons veiller à ce que l'enseignement supérieur demeure un lieu propice à la réflexion, au débat vivant et à la remise en cause des opinions et des préjugés. Il est important que l'enseignement supérieur soit considéré comme une richesse commune et que ses établissements assument activement des responsabilités allant bien au-delà de l'image restrictive d'une simple fabrique de professionnels qualifiés pour le marché du travail et l'économie.

Données biographiques

Olav Øye (né en 1982) est membre du comité exécutif de l'Union des étudiants d'Europe, où il est en charge du développement de l'union des étudiants. Il a été le représentant de l'ESU au sein du Groupe de coordination de Bologne sur la mobilité dans le cadre du Groupe de suivi de Bologne en 2008-09. Il a été président de l'Association norvégienne des étudiants (StL) et représentant des étudiants en tant que membre du conseil d'administration de l'université de Volda et du conseil de l'Association norvégienne des établissements d'enseignement supérieur (UHR).

Olav Øye étudie actuellement l'économie à l'université d'Oslo. Il est diplômé en journalisme de l'université de Volda et a étudié l'histoire à l'université de Trondheim et le journalisme à l'université de Queensland.

Ana Perona-Fjeldstad

Synopsis

La création du Centre européen Wergeland, jeter un pont entre les politiques et la pratique.

Le Centre européen Wergeland est un centre européen de ressources sur l'éducation à la compréhension interculturelle, aux droits de l'homme et à la citoyenneté démocratique. Créé en 2008 en tant qu'initiative de coopération novatrice entre la Norvège et le Conseil de l'Europe, il se trouve à Oslo.

Le Centre a ouvert ses portes en février 2009. Il poursuivra les travaux menés par le Conseil de l'Europe et la Norvège concernant la compréhension interculturelle, les droits de l'homme et la citoyenneté démocratique. Le Centre est ouvert à tous les Etats membres du Conseil de l'Europe et s'adresse principalement aux enseignants, aux formateurs d'enseignants, aux décideurs et aux multiplicateurs du domaine de l'éducation à la compréhension interculturelle, aux droits de l'homme et à la citoyenneté démocratique. Par l'offre d'une formation continue, la conduite d'études et le soutien à la recherche, l'animation de réseaux et son rôle de plate-forme pour la collaboration et la diffusion d'informations et de bonnes pratiques sur le terrain, le Centre vise à devenir l'un des organes professionnels de pointe dans son domaine (l'intervention comprendra une brève présentation des activités prévues pour l'avenir).

Données biographiques

Née en Argentine, Ana Perona-Fjeldstad a la double nationalité argentine et italienne et vit en Norvège. Juriste titulaire d'une maîtrise en relations internationales, elle a travaillé au sein du Parlement argentin et à la Faculté de sciences sociales d'Amérique latine (FLACSO). De 1994 à 2009, elle a travaillé pour le Conseil international pour l'éducation ouverte et à distance (ICDE), une ONG internationale du domaine de l'enseignement ouvert et à distance étroitement liée à l'UNESCO. Ana Perona-Fjeldstad y a exercé plusieurs fonctions, avant de devenir secrétaire générale par intérim de l'ICDE. Depuis février 2009, elle est directrice exécutive du Centre européen Wergeland.

Alf Rasmussen

Présentation

L'internationalisation de l'enseignement en Norvège

Le Gouvernement norvégien a soumis récemment au Parlement (le Storting) un Livre blanc sur l'internationalisation de l'enseignement. Ce Livre blanc couvre l'enseignement primaire et secondaire, l'enseignement postsecondaire non universitaire et l'enseignement supérieur, y compris la recherche. Jamais un gouvernement norvégien n'avait encore élaboré de Livre blanc d'une telle portée sur ce sujet.

Les principales mesures énoncées dans le Livre blanc auront les conséquences suivantes :

- La qualité en tant que principe directeur : à la fois pour ce qui concerne les études à l'étranger et en matière de développement de l'offre des établissements d'enseignement de Norvège.
- Attirer les étudiants étrangers : les établissements d'enseignement de Norvège seront rendus plus attractifs pour les étudiants étrangers.
- Impliquer l'ensemble des établissements : l'internationalisation s'appliquera à tous les élèves, étudiants et personnels enseignants des établissements d'enseignement.

La coopération entre les établissements : l'accent sera mis sur la coopération avec des établissements de pays étrangers, y compris des pays en voie de développement. Les perspectives internationales, les langues et la sensibilisation culturelle sont des compétences de plus en plus nécessaires sur le marché du travail. L'internationalisation de l'enseignement ne se limite donc pas au seul fait que les étudiants et les personnels passent des semestres ou des années à l'étranger : elle implique aussi que l'enseignement dispensé en Norvège ait un caractère international.

Dans l'enseignement primaire et secondaire, la perspective internationale est importante pour de nombreux objectifs de compétence inclus dans le curriculum national. Les écoles montrent cependant une grande disparité pour ce qui concerne la mobilité.

Il y a de même une grande disparité dans l'enseignement postsecondaire non universitaire. Une connaissance plus fine et plus systématique concernant les domaines d'étude, le degré d'achèvement des formations, le taux d'abandon des études et la mobilité serait nécessaire.

Dans l'enseignement supérieur, l'évaluation de la Réforme de la qualité (2003) montre que les établissements de Norvège ont accompli des progrès significatifs concernant l'internationalisation dans le pays et la mobilité des étudiants et des personnels. Toutefois, il faudra mettre davantage encore l'accent sur la structure, l'implication et la collaboration avec les établissements étrangers et associer l'internationalisation au développement stratégique des établissements.

La mobilité est importante en soi, mais elle doit reposer sur la qualité. Le nombre des étudiants norvégiens qui participent à des échanges universitaires et qui souhaitent obtenir un diplôme d'une université étrangère doit augmenter, ce qui nécessitera l'offre d'une information et de conseils de grande qualité. La mobilité des personnels enseignants et administratifs devrait aussi être développée.

Les études à l'étranger conserveront un haut degré de priorité, en particulier les échanges universitaires et les études au niveau de la maîtrise (études universitaires supérieures). Le Gouvernement organisera sa participation aux frais de scolarité de manière à inciter les étudiants à choisir des filières de qualité.

Données biographiques

Alf Rasmussen, titulaire d'une maîtrise en sciences politiques, travaille actuellement au ministère norvégien de l'Education et de la Recherche, pour le département de l'enseignement supérieur.

Ces principaux domaines de compétence sont les perspectives internationales du Processus de Bologne, la coopération avec l'Amérique latine et la rédaction et le suivi du Livre blanc de la Norvège sur l'internationalisation de l'enseignement. Entre 1997 et 2005, il a été haut conseiller auprès du Conseil nordique des Ministres, à Copenhague, en charge de la coopération pour l'enseignement supérieur. De 1988 à 1997, il a travaillé au ministère norvégien de la Culture et de la Science ainsi qu'au ministère de l'Education et de la Recherche, pour le département de l'enseignement supérieur et le département de l'apprentissage tout au long de la vie.

Hilligje van't Land

Données biographiques

Hilligje van't Land, titulaire d'un doctorat (université de Groningue, Pays-Bas) et d'un post-doctorat (université Laval, Québec, Canada), est directrice du département Adhésions et développement des programmes de l'Association internationale des universités (AIU), à Paris. Ses activités de recherche et d'enseignement ont porté sur les littératures francophones contemporaines. Elle a travaillé à l'université de Groningue, l'université Laval et l'université d'Avignon et des Pays du Vaucluse, en France. A l'AIU, elle est responsable des stratégies de développement des adhésions ; elle est déléguée de l'AIU auprès du groupe de travail sur l'enseignement supérieur et le développement durable ; elle est chargée du développement du projet « Changer la nature des programmes de doctorat ». Elle s'occupe des pages Internet consacrées à ces thèmes, dirige la publication *AIU Horizons* et organise les conférences (annuelles) internationales de l'AIU.

Hilligje van't Land s'occupe également de projets concernant l'apprentissage et le dialogue interculturels, domaine thématique auquel l'AIU s'intéresse depuis 2002. En 2005, l'AIU a publié un numéro de sa publication *Higher Education Policy* (vol. 18, n°4, décembre 2005) ayant pour thème « l'apprentissage et le dialogue interculturels » (dir. Paolo Blasi et Hilligje van't Land). La prochaine conférence annuelle et internationale de l'AIU, en 2009, se tiendra à l'université Notre-Dame de Louaizé, à Beyrouth (Liban), et aura pour thème « Le rôle de l'enseignement supérieur pour favoriser une culture de dialogue et de compréhension ».

Marijke Wahlers

Présentation

Les réseaux d'universités peuvent-ils stimuler le dialogue interculturel ?

L'intervention montrera pour quelles raisons et de quelles manières les réseaux et les associations d'universités contribuent au dialogue interculturel.

Ayant par nature un caractère international, les universités fournissent d'une part des espaces et des plates-formes pour le dialogue interculturel, mais elles sont aussi une force motrice de ce dialogue à de multiples niveaux. Cela s'applique aux trois piliers principaux de la mission de l'université (enseignement et études, recherche et services).

La Conférence des présidents d'université d'Allemagne (HRK) a adopté récemment une stratégie internationale qui souligne le caractère international des universités et affirme que seule une université authentiquement transnationale pourra rester compétitive à longue échéance. Dans le même temps, le concept d'« internationalité » d'une université et sa stratégie d'internationalisation doivent s'inscrire dans le contexte national, régional et local propre à chaque établissement.

Ayant pour but de soutenir les établissements dans leurs activités internationales, le dialogue international avec des partenaires du monde entier est un pilier important de l'activité d'un réseau ou d'une association d'universités. Deux exemples récents des activités de la Conférence des présidents d'université d'Allemagne sont la Première Conférence de présidents d'université de l'ASEM, qui s'est tenue en octobre 2008 à Berlin, et le Centre européen interuniversitaire bulgare/roumain, ouvert en 2000.

Données biographiques

Parcours professionnel

depuis 2008	Chef du département international, Conférence des présidents d'université d'Allemagne (HRK)
2001 - 2008	Chef de la section Asie, Australie & Océanie, Conférence des présidents d'université d'Allemagne
1999 - 2001	Directrice des relations internationales, université de sciences appliquées Furtwangen, Allemagne
1998 - 1999	Maître de conférence en anglais, université de Duisburg, Allemagne
1996 - 1998	Coordinatrice des relations internationales, université de la province de Kumamoto et Bureau préfectoral de Kumamoto, Japon

Formation

1993 - 1994	Etudes de linguistique et de japonais à l'université de Washington, Seattle, Etats-Unis
1991 - 1992	Etudes à l'université de Sheffield et à l'institut d'enseignement supérieur de Sheffield, Royaume-Uni
1989 - 1996	Maîtrise de linguistique anglaise, d'études japonaises et d'études économiques, université de Duisburg, Allemagne